N° 11 Du 16 au 23 Avril 1900

LES PLEBEIENNES

PROPOS D'UN SOLITAIRE

HEBDOMADAIRE

PAR

SÉBASTIEN FAURE

10 cent

RÉDACTION rue ROCHECHOUART 86

ADMINISTRATION rue ROCHECHOUART 86

A. WINTS.

Adresser tout ce qui concerne

LES PLÉBÉIENNES

à M. l'Administrateur,

86. RUE ROCHECHOUART A PARIS

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE		EXTERIEUR	
Un An. . . . . ,	6 francs.	Un An . . , ...	8 francs.
Six Mois.	3 —	Six Mois.	4 —

LES PLÉBÉIENNES. — 1er TRIMESTRE. — 1er VOLUME.

Nous tenons à la disposition de tous nos amis et lecteurs les treize premiers numéros des Plébéïennes.

Brochés, ces treize premiers numéros forment un très joli volume de 208 pages.

Le prix de ce volume est de 75 centimes, pris en nos bureaux, 1 franc par la poste, franco, *à domicile.*

Prière d'adresser la demande à M. l'administrateur des Plébéïennes, *86, rue Rochechouart, à Paris. Toute demande doit être accompagnée du prix de la commande en timbres ou en mandat.*

Nous ne possédons qu'un nombre limité de ces « collections en volume ». En conséquence, les camarades sont priés de nous faire parvenir au plus tôt leur demande, s'ils ne veulent pas s'exposer à arriver trop tard.

ALERTE !

Après deux mois d'absence, me voici de retour à Paris. J'ai visité une trentaine de villes et donné quarante-cinq conférences. J'ai déjà dit l'accueil qui m'a été fait par les camarades et le plaisir que j'en ai ressenti. Quant aux réunions, je ne puis que répéter, à la fin de cette tournée, ce que je disais il y a quelques semaines : ce n'était plus la foule tumultueuse et passionnée qui, durant l'affaire Dreyfus, mettait à profit les conférences pour manifester plutôt que pour s'instruire ; mais c'était pourtant un auditoire nombreux exclusivement composé de personnes désireuses d'écouter, venues pour assister au développement d'idées qui excitent leur curiosité ou leur intérêt.

Aux questions qui me furent posées, aux éclaircissements qui me furent demandés, aux discussions souvent très attachantes qui s'engageant, il fut aisé de comprendre

le désir et l'impatience qu'éprouvaient ces esprits en travail, de savoir exactement ce que pensent et veulent ceux qu'on qualifie d'anarchistes.

Nombre de gens sont aujourd'hui renseignés, bien incomplètement, sans doute, car il est impossible qu'on leur explique et qu'ils comprennent en quelques heures une doctrine aussi vaste, aussi complexe malgré sa simplicité, et aussi catégoriquement contradictoire aux théories admises par l'immense majorité. Mais ils en ont assez entendu pour que, par la lecture, par la discussion, par la réflexion et par l'analyse sérieuse des faits de chaque jour, ils parviennent à la connaissance de nos idées et, s'ils sont de bonne foi, partagent, tôt ou tard, nos convictions.

En ce qui concerne les théories libertaires, il se passe en ce moment à peu près ce que nous avons vu au lendemain de la série d'attentats qui alla de Ravachol à Caserio.

Malgré les injures d'une presse vendue et en dépit du parti-pris de l'opinion publique égarée, il se trouva alors un nombre considérable d'individus qui eurent la curiosité de savoir quelles pouvaient bien être les vues de ces hommes qui, pour avoir affirmé de si tragique et bruyante manière leurs convictions, ne devaient pourtant pas être de simples hallucinés ou de purs malfaisants.

De même, il existe aujourd'hui un nombre élevé de personnes qui, en dépit des outrages que nous a valus notre attitude en l'affaire Dreyfus, ne peuvent pas admettre que les libertaires ne soient que des casseroles vendues au gouvernement ou des assommeurs stipendiés par les juifs ; ces personnes saisissent avec empressement l'occasion de connaître nos aspirations.

N'eût-elle pas eu d'autres avantages, notre intervention dans les campagnes qui ont récemment agité ce pays, n'aurait pas été vaine. Car, pour une Idée qui, sûre d'elle-

même, ne demamde qu'à se produire au grand jour de la discussion, c'est une bonne fortune que de sortir de l'ombre où les partis adverses travaillent à la maintenir.

Il s'écoule parfois des années et des années avant que se rencontre un concours de circonstances favorable à cette mise en lumière; et bien coupables seraient les fervents d'une idée à qui échoit un tel bonheur, s'ils n'apportaient à utiliser cette situation toute l'activité dont ils sont capables.

***

L'impression que je rapporte de ces deux mois de propagande en province, c'est que les anarchistes ne sont pas — il faut tout dire — à la hauteur de la tâche que les circonstances leur imposent et leur facilitent. Dans la plupart des villes, je les ai trouvés sans ardeur et sans cohésion. Je dis : « sans ardeur » ce qui ne veut pas dire : « sans conviction » car j'ai pu me rendre compte qu'ils sont et restent fortement attachés aux sentiments et aux idées qui les différencient des autres hommes. Mais je ne sais quel découragement ou demi-indifférence a couvert de cendres le feu qui les dévore ; je ne sais quelles habitudes de prudence peut-être excessive ou d'incompréhensible timidité les poussent à se taire ou à affirmer moins hautement leur foi.

Et puis, il s'est glissé parmi eux des animosités puériles, des jalousies regrettables qui les ont poussés, à la longue, à une sorte d'isolement systématique : isolement qui serait à approuver, si chaque solitaire, dévoré de la fièvre du prosélytisme, propagandait d'autant plus qu'il s'habituerait à ne compter qne sur lui-même ; mais isolement déplorable et dangereux, parce que le camarade qui finit par s'y complaire s'éloigne insensiblement de l'action, et que, livré à ses seules forces, à ses uniques ressources, il ne se sent pas toujours de taille à se jeter dans la mêlée, et, peu à peu, renonce a tout mouvement.

***

Cette tiédeur et cet isolement — celui-ci est peut-être le résultat de celle-là, et isolement et tiédeur procèdent peut-être de la même cause—auraient, s'ils se prolongeaient, d'incalculables conséquences.

Nationalistes, réactionnaires, socialistes parlementaires, tous les partis politiques — quels que soient leurs programmes, leur titre et leur personnel — se livrent, à l'heure actuelle, à un effort sans précédent

Tous consacrent une ardeur incroyable à embaucher, à recruter, à enrégimenter la masse énorme des esprits qui flottent dans l'indifférence ou l'indécision.

Et, seuls, les hommes d'affranchissement intégral, de vérité sans atténuation, et d'attitude sans détour, se croiseraient les bras, laissant prendre à l'ennemi une avance considérable, lui permettant de s'emparer, sans coup férir, des points stratégiques, des positions importantes d'où, par la suite, il sera fort difficile de le déloger ? Je signale le danger. Alerte ! Il faut aviser. Que chacun réfléchisse ; que les camarades se voient ; qu'ils échangent les impressions que leur suggèrera cet exposé loyal et vrai de la situation, et qu'ils agissent.

Il est temps. Plus tard, il serait trop tard.

LE TISON ET LA PAILLE

A Carmaux, la situation est des plus tendues. On peut tout prévoir, tout appréhender. Ceux-ci s'indignent, ceux-là s'alarment ; les uns blâment, les autres approuvent. Comédie d'un côté, ignorance de l'autre.

Jetez un tison ardent dans de la paille sèche, et ce sera miracle que l'incendie n'éclate pas. Il n'y a qu'un moyen d'éviter le sinistre, c'est de tenir le tison éloigné de la paille.

A Carmaux, le tison, c'est la gendarmerie. Que celle-ci reste à distance, et les craintes seront dissipées.

Oui ! Mais alors, pourquoi des gendarmes, si ce n'est pour

protéger les patrons et massacrer les ouvriers, pour servir les intérêts des riches et molester les pauvres gens ?

Le tison est fait pour la paille : je veux dire la gendarmerie pour les prolétaires en grève. Il ne faut donc pas songer à éloigner la force armée du théâtre des grèves. Il faut la supprimer.

Nous voulons être fixés

Tandis que M. le baron de Christiani promène son monocle et sa canne, de cercles pschutteux en salons copurchics; tandis que, pour avoir caressé de son gourdin, le « huit reflets » d'Emile, et villégiaturé huit ou neuf mois à la Santé et à Fresnes, le libéré, par faveur spéciale, se grise à la coupe enivrante de la popularité qu'emplissent à l'envi, en l'honneur de ce héros, les gens du *Jockey-Club*, de l'*Escrime* et de l'*Œillet blanc*, les infortunés jeunes gens qui, pour avoir commis l'étourderie de regarder comment brûle un cierge quand il est allumé hors l'église et par des mains profanes, subissent depuis sept mois, toutes les souffrances du *carcere duro*, attendant encore qu'un mouvement d'humanité et de justice leur rende la liberté dont ils n'auraient jamais dû être privés.

Vont-elles attendre longtemps encore, ces innocentes victimes de la coalition clérico-policière ?

Faudra-t-il, pour les arracher au châtiment inique qu'elles endurent que les hommes de cœur et d'équité, las d'employer la priére et de faire appel à la pitié, aient recours à la menace et aux procédés d'intimidation ?

Je me doutais bien — et depuis longtemps — qu'il était moins dangereux de s'en prendre à la République et à son représentant Loubet, qu'à la religion catholique et à ses symboles : la croix, les cierges et les prie-Dieu. Que la preuve de cette vérité soit faite une fois de plus, la chose n'est ni pour me surprendre, ni pour m'indigner.

Mais, à présent que cette démonstration a reçu une nouvel-

le et éclatante confirmation, ce drame dont pâtissent sept innocents et leurs familles doit prendre fin.

Il est temps que Benhaïm et ses co-condamnés sortent de prison. Tout retard dans l'application de cette mesure de stricte justice serait une indignité.

De deux choses l'une : ou bien, malgré la certitude qu'il a de leur innocence, le Gouvernement est résolu à garder sous clef ces jeunes gens jusqu'à l'extinction de leur peine. Si l'hôte de l'Elysée est décidé à faire la sourde oreille aux sommations qui lui sont adressées, qu'il le dise. Qu'il cesse de jouer cette infâme et cruelle comédie qui consiste à laisser espérer.

Ou bien, le Gouvernement a l'intention de mettre un terme au supplice immérité de ces victimes; dans ce cas, qu'il se hâte : d'abord, parce qu'il serait inique de prolonger — ne fût-ce que de vingt-quatre heures — ce tourment, ensuite, parce que si M. Loubet veut recueillir en gratitude le bénéfice d'un bon mouvement, il importe qu'il n'en recule pas davantage l'exécution.

Quoi qu'il en soit, il faut prendre une détermination et la faire connaître.

C'est l'un ou c'est l'autre. Nons voulons savoir à quoi nous en tenir.

L'AFFAIRE SIPIDO-PRINCE DE GALLES

Une jeune éphèbe de 16 ans a tiré sur le prince de Galles. Il ne lui a fait aucun mal, ce qui était certain d'avance s'il est exact que le revolver dont s'est servi Sipido — revolver de pacotille — était chargé à blanc.

Cependant, la Presse de tous les pays a cru devoir, durant plusieurs jours, mener grand tapage autour de cet attentat pour rire. Mille détails, les uns graves, les autres puérils, ont été colportés aux quatre coins du monde civilisé. Monarques puissants et principicules, prélats et seigneurs, potentats et hobereaux se sont empressés de mettre à contribution le télégraphe, et de transmettre à celui qui avait eu le bonheur d'échapper à un si terrible danger l'expression de l'horreur que leur inspirait un tel crime et de la joie qu'ils éprouvaient à apprendre que l'attentat avait échoué.

Le Prince de Galles approche de la soixantaine. Jusqu'à ce

jour, il ne s'est signalé à l'attention de ses contemporains que par la vie de noces coûteuses — et le plus souvent pas très propres — qu'il mène depuis quarante ans environ. Son peuple n'a connu de lui que les sommes énormes qu'il a prélevées sur le travail des prolétaires d'outre-Manche pour couvrir ses prodigalités. Si ce sexagénaire mourait demain, son nom ne resterait attaché à aucude action mémorable ou généreuse. Seuls, les cercles où l'on joue la forte somme et les lupanars où les plaisirs se paient très cher auraient à le regretter.

C'est pour garder au Prince de Galles, héritier présomptif de la couronne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et de l'Empire des Indes, c'est afin de léguer à son successeur l'intégralité des possessions coloniales sur lesquelles elle règne, que la vieille Victoria a engagé contre la Répnblique Sud-Africaine la guerre qui, depuis six ou huit mois, a plongé dans le deuil tant de familles.

Sipido sera sans doute sévèrement châtié; les Boers seront très probablement vaincus; le Prince de Galles continuera à couvrir d'or les tapis verts et les tables de toilette des courtisanes.

Et Chefs d'Etat, Prétendants, Généraux, Prélats, Riches et Puissants de ce monde proclameront que tout est bien ainsi.

Moi, je trouve et je dis que tout est très mal.

L'INQUISITION EN ITALIE

Lorsque, en 1897, Acciarito attenta à la vie du roi Humbert, le Gouvernement italien mit tout en œuvre pour établir que cet attentat n'était pas le fait du seul Acciarito et que cet acte était le résultat d'un vaste complot auquel avaient pris part un grand nombre d'affiliés.

Quelques jours d'enquête suffirent amplement à démontrer qu'Acciarito avait agi de lui-même, sans avoir pris conseil de quiconque, sans avoir fait appel à l'aide d'un complice, sans même avoir confié son projet à qui que ce soit.

Acciarito passa en jugement, déclara avec force qu'il n'avait pas de complice, et fut condamné.

Toutefois la police italienne ne renonça pas à son idée : il lui fallait un complot, d'abord parce qu'elle en avait affirmé l'existence, ensuite parce que ce complot lui permettait de

mettre la main sur les hommes dont le tempérament et les convictions paraissaient faire courir le plus de danger à la monarchie Italienne.

Ordre fut donné au directeur du bagne où Acciarito purgeait sa peine, de soumettre le forçat à un système raffiné de tortures physiques et de souffrances morales. On se proposait ainsi de châtier Acciarito du silence obstiné qu'il avait gardé, des refus formels qu'il avait inflexiblement opposés à toute demande de dénonciation ; on se flattait en même temps d'arracher à son abattement physique et à sa dépression intellectuelle les aveux dont les Inquisiteurs d'Italie avaient besoin pour jeter en prison quelques militants révolutionnaires.

A la longue, les tortionnaires réussirent. Le procédé qu'ils employèrent mérite d'être signalé.

Le voici,

Acciarito avait laissé en liberté une maîtresse qu'il adorait. La pensée qu'elle lui garderait son amour et l'espoir qu'elle lui conserverait sa foi étaient la seule consolation de l'infortuné. On combina contre la sécurité dans laquelle s'était endormie la confiance du forçat un plan savamment perfide ; et tandis que, par des privations quotidiennes et des tortures de toute nature infligées à son corps, les tourmenteurs affaiblissaient la vigueur physique d'Acciarito, on glissait habilement dans son cœur, goutte à goutte, le poison du doute d'abord, de la certitude ensuite qu'il était oublié et trahi par sa maîtresse au bénéfice d'un de ses anciens amis. On réussit à lui persuader que celle dont l'image ne le quittait pas lui avait donné récemment un fils, preuve indéniable qu'elle l'avait remplacé.

Exaspéré, malade, abattu, Acciarito finit par écrire et signer les déclarations qu'on voulait de lui.

Affolé par le désir de voir sa maîtresse et l'enfant de celle-ci quand s'ouvrirait le procès contre les complices désignés par lui, il rédigea et signa tout ce qu'on jugea à propos de lui dicter.

Vint le jour du procès où comparurent, après une longue et cruelle prévention, quatre anarchistes arrêtés comme prétendus complices du meurtrier d'Humbert. Instruit enfin du piège qui lui avait été tendu, éclairé sur les manœuvres infâ-

mes auxquelles s'étaient livrés ses bourreaux, Acciarito a rétracté solennellement toutes ses déclarations, affirmé et prouvé qu'il avait cédé à la pression des tortures subies.

En conséquence, la cour d'assises de Teramo a prononcé un verdict d'acquittement en faveur des quatre accusés.

On le voit, l'Inquisition règne de l'autre côté des Alpes comme de l'autre côté des Pyrénées.

En Italie comme en Espagne, les agissements sont les mêmes. Malheur aux infortunés à qui l'Autorité s'est juré d'arracher des aveux ! Coûte que coûte, dussent les victimes en mourir dans d'abominables souffrances, on leur extorquera les déclarations qu'on en attend.

Appliquée à l'être de pensée et de cœur comme à l'individu de chair et d'os, la question ordinaire et extraordinaire finira par le terrasser ; et quand on aura raison, enfin, de ses résistances, il sera plongé dans un état si complet d'affaiblissement physique et moral, qu'il sera dans l'impuissance de refuser quelque dénonciation qu'il plaira d'exiger de lui.

L'Espagne et l'Italie n'ont pas le monopole de cet odieux système d'Inquisition ; mais elles en sont comme les terres classiques parce que ce sont les deux nations qui ont été le plus violemment et le plus longtemps courbées sous la domination ecclésiastique, parce que ce sont les deux peuples qui, de nos jours encore, sont le plus profondément contaminés par le virus clérical.

Les faits de ce genre n'empêchent pas les calotins de répéter que les nations les plus heureuses, les plus prospères et les plus libres sont celles qui croient le plus, et où l'Eglise catholique a le plus de puissance et de prestige !

LE CONGRÈS ANTIPARLEMENTAIRE DE SEPTEMBR

Je crains que les quelques lignes que j'ai consacrées, la semaine dernière, au congrès international anti-parlementaire de septembre prochain, n'aient pas très exactement exprimé ma pensée ou qu'elles n'aient été mal comprises, D'aucuns en ont reçu cette impression que ce congrès ne m'intéressait en aucune fa-

çon; d'autres que, sous une forme discrète et exempte de toute brutalité, j'en désapprouvais le dessein.

Je tiens à affirmer que ce n'est là, ni ce que je pense, ni ce que j'ai voulu dire, ni ce que j'ai donné à entendre.

Je répète qu'imparfaitement renseigné sur les détails d'organisation et de préparation de ces assises révolutionnaires, je ne puis répondre aux questions qui m'ont été posées sur ce point; et je conseille à mes correspondants de s'adresser soit aux promoteurs de ce congrès, soit aux journaux *le Libertatre*, *le Père Peinard*, *les Temps Nouveaux* qui ont donné leur adhésion au projet et qui, ne l'ayant pas fait à la légère, possèdent très certainement les informations désirables qui me font défaut.

J'ajoute que si je n'ai pas l'intention de prendre part à l'échange de vues dont ce congrès sera l'occasion, ce n'est pas du tout parce que je considère cet échange de vues comme nuisible ou inutile. J'estime, tout au contraire, que ceux qui veulent batailler ensemble et combiner leurs efforts, doivent se concerter en vue d'une action commune et s'entendre sur les voies et moyens les plus faciles, les plus à la portée de tous, les plus conformes aux nécessités et aux circonstances.

Mais il me paraît évident que, autant ceux qui sont pénétrés de l'utilité d'une méthode d'ensemble ont intérêt à discuter sur celle qu'il convient d'adopter et de pratiquer, autant il va de soi que celui qui est bien résolu à ne participer à aucune action preparée et exécutée en commun, doit — pour être logique — s'abstenir de collaborer à tout ce qui est tenté dans le but de déterminer cette action et de la mettre en pratique.

Or, j'ai adopté, depuis quelques mois un *modus vivendi*; ce n'est pas sans de très sérieuses raisons que j'ai pris une détermination en désaccord avec mon passé de propagande révolutionnaire. Les motifs de cette résolution n'ont pas disparu; ils sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier.

Voilà pourquoi — et j'affirme qu'ici je dis très sérieusement ce que je pense, *tout* ce que je pense — je ne suivrai les travaux du Congrès que pour en prendre la notation.

Encore un coup, ces considérations sont d'ordre tout à fait personnel et je ne m'expliquerais pas qu'un camarade, n'ayant pas décidé de lutter en solitaire, y vit un encouragement à s'abstenir de prendre part au Congrès, dont les initiateurs sont d'excellents propagandistes et des révolutionnaires éprouvés.

LES INCOHÉRENCES DE M. DESCHANEL

L'autre dimanche, à Chartres, au banquet des délégués des sociétés de Secours mutuels d'Eure-et-Loire, M. Deschanel a prononcé les paroles suivantes :

« Quand un homme est parvenu à la fortune, il a des devoirs « à remplir envers les autres moins privilégiés; et ce capitaliste « est coupable qui, une fois qu'il a atteint les sommets, attire à « lui l'échelle où d'autres essaient de monter. Il est coupable en- « vers la société toute entière. Mais ce que je ne comprends pas, « c'est qu'on oppose le capital au travail. Ils sont une seule et « même chose : le travail, c'est le capital en formation. »

Que voilà bien des déclarations d'économiste ! Si je n'avais pas su que M. Deschanel est un économiste de la bonne école, je l'aurais deviné, rien qu'à la lecture des lignes précédentes.

L'opinion de l'orateur de Chartres est qu'il tient pour un mauvais citoyen le capitaliste qui, *une fois qu'il a atteint les sommets, attire à lui l'echelle où d'autres essaient de monter.*

M. Deschanel a beau être député, économiste éminent et académicien, il n'est pas à l'abri des bêtises qu'est exposé à proférer tout mortel. Et, cette fois, M. Deschanel en a laissé échapper une d'un calibre pas ordinaire.

Ne sait-il pas que c'est en faisant choir de l'échelle ceux qui en tentent l'assaut que le capitaliste atteint les sommets de la fortune ? Et pourquoi ferait-il à celui qui a réussi à évincer de la sorte ses concurrents, une obligation de leur tendre ensuite la main.... ou la perche afin de les aider à venir s'asseoir auprès de lui sur ces altitudes ? Pourquoi trouverait-il coupable qu'il continuât, pour garder ses positions, à attirer à lui l'échelle, celui qui n'a pu escalader les pics qu'en s'emparant de l'échelle et en en chassant ses compétiteurs.

Si le procédé est licite pour atteindre les sommets, il est licite pour s'y maintenir.

M. Deschanel pense-t-il que tout le monde peut et doit être millionnaire ? S'il le pense, qu'il veuille bien nous expliquer comment il conçoit ce phénomène; et, s'il ne le pense pas, pourquoi veut-il que le millionnaire tende l'échelle à celui qui ne l'est pas et ne le peut devenir qu'à la condition de prendre les millions où ils se trouvent ?

Enfin, cet économiste distingué en serait-it à ignorer encore le *processus* capitaliste et la propriété d'absorption qui distingue le capital ?

Mais je veux lui poser une petite question.

M. Deschanel doit admettre que le Pouvoir a ses sommets tout aussi bien que la Fortune. Or, il est président de la Cham-

bre. C'est un sommet, celui-là, qui n'est pas à dédaigner. M. Paul Deschanel, n'attire-t-il pas à lui l'échelle par où d'autres s'efforcent à se hisser jusqu'au fauteuil présidentiel ? Je n'ai pas vu récemment ce président tendre l'échelle à M. Henri Brisson et lui faciliter l'escalade ?

C'est donc que ce parvenu du Pouvoir se rend coupable de la faute qu'il reproche aux Parvenus de la Fortune.

***

Il faut néanmoins reconnaître que, si M. Deschanel a dit une grosse sottise, il a fini par une grande vérité, quand il a déclaré que *le Capital et le Travail sont une seule et même chose, puisque le travail, c'est le capital en formation.*

Cela revient à dire que le Capital est fils du Travail, qu'il en procède, qu'il est formé par le Travail.

Nous ne disons pas autre chose, quand nous définissons le capital : *du travail accumulé.*

Mais nous ajoutons que, puisque c'est le Travail qui donne naissance au Capital, il est de stricte justice que le Capital soit possédé par le Travail.

Je défie l'économiste le plus retors, s'il accepte la définition donnée comme ci-dessus par M. Deschanel, d'échapper à cette conséquence.

Eh bien ! ce que nous trouvons inique, ce que nous ne pouvons admettre, c'est que les travailleurs enfantant, formant le capital, ne le possèdent pas ; c'est qu'ils en soient expropriés.

Et la Révolution que nous préparons aura pour but et pour résultat de restituer au travailleur le produit de son labeur : le Capital.

Alors, non seulement en théorie, mais en fait, le capital et le Travail ne seront qu'une seule et même chose, puisqu'ils se trouveront dans les mêmes mains.

En dehors de ce fait, la propriété capitaliste est un vol, puisque le Capital, c'est du Travail impayé, puisque c'est le travail *des autres.*

PETITE NOTE

Les nécessités de l'actualité m'obligent à ne publier que la semaine prochaine la suite et la fin de mon article sur « L'AMOUR ET LA HAINE ».

CABOTINAGE QUI DOIT CESSER

Je n'éprouve pas le moins du monde le besoin de m'occuper du nommé Jules Guérin, et je ne songerais pas du tout à parler de ce personnage devenu grotesque depuis son équipée de la rue de Chabrol, si les gens de sa bande ne mettaient, à rappeler qu'il existe, une coquetterie impertinente.

Mais le cabotinage des rédacteurs de la *Libre Parole* et de l'*Intransigeant* est de telle incontinence, il se reproduit chaque semaine avec une si persistante opiniâtreté, qu'il n'est pas inutile d'en établir le but et d'en dénoncer l'imposture.

Le but de ce cabotinage sans vergogne, c'est de faire oublier le ridicule dont le chef des bandits antisémites s'est couvert par sa pleutrerie. La couardise de ce Tartarin de la Villette a produit sur ses partisans eux-mêmes un si déplorable effet, que, ayant eu, au cours de la récente tournée de conférences que je viens de faire en province, maintes fois l'occasion de dire devant des antisémites ce que je pense de leur odieuse campagne et de ceux qui la mènent, j'ai eu l'agréable surprise d'entendre ces antisémites traiter Jules Guérin de fumiste et de faiseur.

Dans la boutique où l'on vend aux imbéciles de la « Mort aux Juifs », on a bien songé à ne plus tenir l'article Jules Guérin. Mais le cas était épineux. Les Drumont et les Rochefort, les Déroulède et les Philippe d'Orléans ont brassé avec le prisonnier de Clairvaux de trop sales affaires pour que ses complices puissent le lâcher sans danger. Ils ont, en conséquence, estimé qu'il était préférable de le garder dans leur jeu ; ils ont considéré que la Haute Cour lui avait rendu un fier service en le condamnant, puisque cette peine effaçait en partie le piteux et le grotesque de son attitude. Et, les faits ne leur permettant pas de lui conserver l'attitude de héros que ce capitaine Fracasse s'était donnée mais qu'il n'avait pas su garder, ils convinrent de s'ingénier à en faire un martyr.

Voilà pourquoi ce sont, chaque semaine, dans les feuilles nationalistes et antisémites, de lourdes et monotones tartines où les Possien et les Méry se battent les flancs afin d'initier le public aux persécutions (?) dont le Martyr de Clairvaux est la stoïque victime.

Eh bien ! Nombre de nos amis ont été détenus à Clairvaux — je ne veux pas me citer moi-même — et aucun d'eux, pas plus Kropotkine que Bordat ou Bernard, pas plus Jean Grave que Fortuné Henry, pas plus Berthaud que Bourguer, n'a joui d'un régime aussi doux que M. Jules Guérin.

Je ne parle pas de ceux de nos camarades qui, comme Matha, Paul Bernard, Henri Dhorr et beaucoup d'autres, bien que incontestablement condamnés politiques, puisqu'ils l'avaient été en application de la loi de 1881, sur la Liberté de la Presse, n'en ont pas moins été envoyés en maison centrale, soumis au régime de droit commun, astreints aux mêmes besognes et aux mêmes duretés que ceux-ci.

Les imposteurs de la *Libre Parole* et de l'*Intransigeant* devraient avoir la pudeur de garder le silence : ils ne réussissent pas plus à exciter la commisération des gens sensés sur le martyre de parade de Jules Guérin qu'ils n'ont réussi à provoquer leur admiration au sujet de son courage de pacotille.

On est fixé sur l'un et sur l'autre.

Le Rédacteur-Gérant : S. FAURE
Imprimerie Française, 123, rue Montmartre, Paris.— J. DANGON

Lire chaque semaine

LES PLÉBÉIENNES

PROPOS D'UN SOLITAIRE

Publication entièrement rédigée

PAR

SÉBASTIEN FAURE

—

En vente chez tous les Marchands de Journaux et dans toutes les gares

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE		EXTÉRIEUR	
Un An.	**6** francs.	Un An.	**8** francs.
Six Mois	**3** —	Six mois	**4** —

Rédaction et Administration : 86, rue Rochechouart

PARIS